

Unité interdépartementale Cantal/Allier/Puy de Dôme  
13 Place de la Paix  
15000 Aurillac

Aurillac, le 21/05/2026

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 11/05/2026

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

**CHALBOS SARL**

ZAC Le Martinet  
15300 Murat

Références : 20260521-RAPINSP-15-102\_SARL-CHALBOS\_Murat  
Code AIOT : 0005602064

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 11/05/2026 dans l'établissement CHALBOS SARL implanté ZAC Le Martinet 15300 Murat. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

Il s'agit d'une visite effectuée dans le cadre du Plan Pluri-annuel de Contrôle de l'inspection des installations classées.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- CHALBOS SARL
- ZAC Le Martinet 15300 Murat
- Code AIOT : 0005602064
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso

- IED : Non

Il s'agit d'une scierie ayant fait l'objet d'une autorisation préfectorale en date du 26 octobre 2009 pour des installations de travail, stockage et traitement chimique des pièces de bois.

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

| N° | Point de contrôle            | Référence réglementaire                                | Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup> | Proposition de délais |
|----|------------------------------|--------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------|
| 1  | Activités ICPE               | Code de l'environnement du 21/05/2026, article R.511-9 | Demande de justificatif à l'exploitant                                                                                     | 3 mois                |
| 2  | Implantation Piézométrique   | Arrêté Préfectoral du 06/10/2009, article 4.4.2        | Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective                                                        | 4 mois                |
| 3  | Protection eaux souterraines | Arrêté Préfectoral du 06/10/2009, article 4.4.1        | Demande d'action corrective                                                                                                | 15 jours              |

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

| N° | Point de contrôle   | Référence réglementaire                           | Autre information |
|----|---------------------|---------------------------------------------------|-------------------|
| 4  | Protection incendie | Arrêté Préfectoral du 06/10/2009, article 7.3.2.1 | Sans objet        |

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les piézomètres en place sont mal positionnés et ne permettent pas de suivre de manière pertinente l'impact potentiel des activités du site sur les eaux souterraines. L'exploitant devra engager une étude afin de redéfinir l'implantation des piézomètres et réaliser les analyses nécessaires pour vérifier l'absence de pollution des eaux souterraines. Il lui est conseillé de se rapprocher du bureau d'études (Bio basic environnement) ayant réalisé l'étude de 2012-2013. Par ailleurs, la situation foncière de l'emprise occupé par un bâtiment utilisé pour des activités de stockage/broyage situé en dehors de l'emprise du site autorisé, devra être clarifié avec la communauté de communes afin de garantir la cohérence entre l'exploitation effective du site et l'autorisation délivré à l'époque.

Enfin, l'exploitant a indiqué qu'un changement d'exploitant interviendrait dans le courant de l'année 2026 dans le cadre du départ à la retraite de M. Chalbos. Il est rappelé que cette modification devra faire l'objet d'une déclaration de changement d'exploitant auprès de M. le préfet.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Activités ICPE

|                                                                                         |
|-----------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 21/05/2026, article R.511-9 |
| <b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Nomenclature ICPE                           |
| <b>Prescription contrôlée :</b>                                                         |

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                           |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Situation administrative du site à mettre à jour.                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                         |
| <p><b>Constats :</b></p> <p>Lors de la visite, l'inspection a constaté que des activités de stockage de bois relevant de la rubrique 1532 sont exercées sur une emprise distincte du site principal autorisé (l'arrêté autorise ces activités uniquement sur parcelle OA 1070 et non 1117). Sur cette emprise, une déclaration ICPE a été délivrée à la communauté de communes du Pays de Murat en 2010. Toutefois, l'activité apparaît exploitée par la SARL Chalbos, sans qu'aucune déclaration de changement d'exploitant n'ait été réalisée. L'inspection a également constaté la présence, sous le bâtiment concerné, de quantités de copeaux de bois issus d'une opération de broyage. Or, l'arrêté préfectoral encadrant les installations de la SARL Chalbos ne prévoit pas cette activité. En l'absence de matériel de broyage sur le site le jour de la visite, l'inspection n'a pas été en mesure de déterminer avec précision sur quelle emprise cette activité est réalisée. La répartition des activités de stockage de bois (rubrique 1532) entre la SARL Chalbos et la communauté de communes, ainsi que la situation administrative de l'activité de broyage (rubrique 2760 de la nomenclature des Installations Classées), devront être clarifiées.</p> |
| <b>Type de suites proposées :</b> Avec suites                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                             |
| <b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                     |
| <b>Proposition de délais :</b> 3 mois                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                     |

## N° 2 : Implantation Piézométrie

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 06/10/2009, article 4.4.2                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                               |
| <b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, pollution des eaux souterraines                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                          |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Le prélèvement d'eau dans les piézomètres et les analyses sont effectués selon les normes en vigueur. Les analyses sont effectuées par un laboratoire agréé.</p> <p>Lieu de prélèvement<br/> Périodicité des contrôles<br/> Paramètres mesurés<br/> Piézomètres<br/> PZ1, PZ2, PZ3<br/> 6 mois (1)<br/> Niveau d'eau<br/> Propiconazole (2)<br/> Fenpropimorphe (2)<br/> Perméthrine (2)<br/> Hydrocarbures totaux<br/> Si l'évaluation des données indique que l'on obtient les mêmes résultats avec des intervalles plus longs, la fréquence pourra être adaptée.<br/> Les paramètres seront adaptés aux constituants des produits de traitement du bois utilisés sur le site.</p> |

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                     |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Les résultats des contrôles sont transmis à l'inspecteur des installations classées dès réception.                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                  |
| <b>Constats :</b><br><br>L'inspection constate que la surveillance des eaux souterraines prescrite par l'arrêté préfectoral n'est plus réalisée depuis plus de 10 ans. Aucun résultat d'analyse récent n'a pu être présenté. Les derniers éléments transmis remontent à 2012. Dans un rapport du be BIO BASIC ENVIRONNEMENT que l'exploitant a mis à disposition de l'inspection, il est indiqué que dès 2012 les résultats piézométriques montraient que le sens réel d'écoulement des eaux souterraines ne correspondait pas à celui retenu lors de la conception du réseau de surveillance. Le bureau d'études concluait explicitement que le réseau piézométrique « ne permet pas dans sa configuration actuelle de contrôler la qualité des eaux souterraines à l'aval de la station de traitement du bois » et recommandait l'implantation d'un nouveau piézomètre à l'Est-Sud-Est de l'installation afin de disposer d'un point aval représentatif. Dans ces conditions, il est urgent que l'exploitant fasse réexaminer l'implantation des piézomètres afin de mettre en œuvre une surveillance des eaux souterraines conforme aux prescriptions de son arrêté préfectoral. |
| <b>Type de suites proposées :</b> Avec suites                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                       |
| <b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                  |
| <b>Proposition de délais :</b> 4 mois                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                               |

#### N° 3 : Protection eaux souterraines

|                                                                                                                                                                                                                                                                                     |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 06/10/2009, article 4.4.1                                                                                                                                                                                                    |
| <b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, pollution des eaux souterraines                                                                                                                                                                                                               |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br><br>Les piézomètres sont protégés contre les risques de détérioration et munis d'un couvercle coiffant maintenu fermé et cadénassé.                                                                                                              |
| <b>Constats :</b><br><br>Le piézomètre PZ2 n'est pas équipé d'un cadenas conformément aux prescriptions réglementaires applicables. Cet écart avait déjà été relevé par l'inspection lors de la visite réalisée en 2021 et n'a, à ce jour, fait l'objet d'aucune mesure corrective. |
| <b>Type de suites proposées :</b> Avec suites                                                                                                                                                                                                                                       |
| <b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective                                                                                                                                                                                                                          |
| <b>Proposition de délais :</b> 15 jours                                                                                                                                                                                                                                             |

#### N° 4 : Protection incendie

|                                                                                                                                                                                                 |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 06/10/2009, article 7.3.2.1                                                                                                              |
| <b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, incendie                                                                                                                                                 |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br><br>Les bâtiments et locaux sont conçus et aménagés de façon à pouvoir détecter rapidement un départ d'incendie et s'opposer à la propagation d'un incendie. |

**Constats :**

Il s'agit d'un écart relevé lors de la précédente inspection. L'exploitant a depuis mis en œuvre un système de détection automatique des départs d'incendie comprenant une centrale de détection incendie, des dispositifs d'alarme et d'évacuation ainsi qu'un report des défauts et alarmes. Au regard des éléments constatés lors de la visite, cet écart peut être considéré comme levé.

**Type de suites proposées :** Sans suite